

Pour une enquête urgente sur les menaces et les plans d'extermination contre les Tupinambas, pour la garantie de la sécurité des autochtones et pour la conclusion immédiate du processus de démarcation de la *Terra Indígena Tupinambá de Olivença* (Bahia, Brésil)

Lettre ouverte de chercheurs travaillant avec le peuple Tupinamba

Le 13 février 2019

À la fin du mois de janvier 2019, le peuple Tupinamba a découvert et dénoncé un plan complexe d'extermination de dirigeants autochtones, conçu par des individus et des groupes opposés à la démarcation de la *Terra Indígena Tupinambá de Olivença*, dans le sud de l'État de Bahia, au Brésil. Dans le but d'assassiner le cacique Babau (Rosivaldo Ferreira da Silva) et certains de ses proches, y compris une adolescente, le plan serait exécuté avec la participation d'agents du pouvoir public, qui participaient à des réunions visant à concevoir les attaques.

Disposant d'un ensemble de preuves solides, y compris de témoignages et d'images de caméras de sécurité, les Tupinambas ont dénoncé le plan lors de réunions en présence d'autorités du gouvernement de l'État de Bahia, du gouvernement fédéral, du ministère Public Fédéral, d'instances internationales et d'entités de protection des droits humains. La gravité de l'affaire a conduit à la publication [d'un article mis en avant dans le journal *Folha de S. Paulo*](#), le 10 février 2019.

Les événements se déroulent dans un contexte marqué, entre autres aspects, par les déclarations anti-autochtones récurrentes du président de la République, Jair Bolsonaro, et par la désignation de représentants de secteurs opposés aux droits des peuples autochtones, précisément pour des mandats qui ont pour objectif de garantir ces droits. Ce scénario a été un terreau propice aux invasions de terres autochtones, aux assassinats de dirigeants et à d'autres violations graves, comme indiqué dans la presse et comme cela se vérifie dans le cas Tupinamba.

Le processus de démarcation de la *Terra Indígena Tupinambá de Olivença* se poursuit depuis 15 ans déjà. Tous les délais légaux fixés par le décret n° 1.775/1996 ont été violés. Comme l'a récemment déclaré [Antonio Carlos Bigonha, procureur général adjoint de la République](#), se référant à l'affaire Tupinamba, « le retard concernant la signature de l'arrêt administratif d'un processus qui a respecté toutes les exigences légales et constitutionnelles est un facteur d'accentuation du conflit dans la région ». Toujours selon le procureur général adjoint, « cette signature est un acte qui pourrait être immédiatement réalisé par le ministre de la Justice, Sergio Moro ».

En tant que professeurs et chercheurs de différents domaines disciplinaires, liés à des universités brésiliennes et étrangères, qui, au cours des dernières décennies, ont développé des recherches universitaires et réalisé des études d'autres natures, des rapports et des comptes rendus avec le peuple Tupinamba, nous nous positionnons publiquement une fois de plus, en sollicitant :

1. Une enquête urgente sur les menaces et les plans d'extermination contre les autochtones du peuple Tupinamba, ainsi que la responsabilisation de toutes les personnes impliquées;

2. L'adoption immédiate de mesures de protection efficaces pour les autochtones, en particulier pour le Cacique Babau (Rosivaldo Ferreira da Silva), les autres personnes désignées nominalement comme cibles possibles des attaques et tous ceux qui viendraient à être menacés;

3. La signature immédiate, par le ministre de la Justice, de l'arrêté administratif de la *Terra Indígena Tupinambá de Olivença*.

Notre production scientifique, accessible au grand public, documente en détail le pillage pratiqué contre les autochtones et les violations de leurs droits garantis par la Constitution, ainsi que leur résistance, dans la constante actualisation de leurs modes de vie collectifs, identités et projets collectifs, fondés sur des relations spécifiques avec le territoire. Nous réaffirmons, sur la base d'années de recherche, que la conclusion immédiate du processus administratif de démarcation de la *Terra Indígena Tupinamba de Olivença* est le seul moyen de garantir les droits des peuples autochtones et non autochtones, contribuant ainsi à mettre un terme aux conflits dans la région.

André Augusto Bezerra, docteur en Humanités et Droits (Centre d'Etudes des Diversités, Intolérances et Conflits/Université de São Paulo)

Ayra Tupinambá - Vanessa Rodrigues dos Santos, géographe, étudiante de master en Relations Ethnico-Raciales (Université Fédérale du Sud de Bahia)

Casé Angatu Xukuru Tupinambá - Carlos José Ferreira dos Santos, docteur en Histoire et Culture de l'Architecture (Université de São Paulo), professeur (Département de Philosophie et Sciences Humaines/Université d'État de Santa Cruz et Programme d'Enseignement et Relations Ethnico-Raciales de l'Université Fédérale du Sud de Bahia)

Cecilia McCallum, docteur en Anthropologie Sociale (Université de Londres), professeur associée au Département d'Anthropologie et d'Ethnologie et coordinatrice du Programme d'Anthropologie (Université Fédérale de Bahia)

Cinthia Creatini da Rocha, docteur en Anthropologie Sociale, post-doctorante en Anthropologie Sociale (Université Fédérale de Santa Catarina)

Daniela Fernandes Alarcon, doctorante en Anthropologie Sociale (Musée National/Université Fédérale de Rio de Janeiro)

Epaminondas Reis Alves, historien, master en Relations Ethniques et Contemporanéité (Université d'État du Sud-Ouest de Bahia)

Erlon Fabio de Jesus Costa, master en Développement Durable avec les Peuples et Terres Autochtones (Université de Brasilia), spécialiste en Psychologie Sociale (Université de l'État de Santa Cruz), professeur de l'enseignement public (État et municipalité) de Ilhéus.

Ernenek Mejía Lara, docteur en Anthropologie Sociale (Université d'État de Campinas), post-doctorant en Anthropologie Sociale (Université Fédérale de Bahia)

Helen Catalina Ubinger, master en Anthropologie (Université Fédérale da Bahia),

doctorante en Société et Culture en Amazonie (Université Fédérale de Amazonas, Projet Nouvelle Cartographie Sociale de l'Amazonie)

José Valdir Jesus de Santana, docteur en Anthropologie Sociale (Université Fédérale de São Carlos), professeur au Département d'Études Basiques et Instrumentales (Université d'État du Sud-Ouest de Bahia)

Laila Thomaz Sandroni, docteur en Sciences Sociales, Développement, Agriculture et Société (Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro), pos-doctorante en Écologie Appliquée (École Supérieure d'Agriculture Luiz de Queiroz/Université de São Paulo)

Larissa Santiago Hohenfeld, historienne, étudiante en master d'Études Ethniques et Africaines (Université Fédérale de Bahia)

Luisa Elvira Belaunde Olschewski, docteur en Anthropologie Sociale (Université de Londres), professeur adjointe du Programme en Anthropologie Sociale (Musée National/Université Fédérale de Rio de Janeiro)

Marcelo da Silva Lins, doctorant en Histoire (Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro), professeur assistant du Département de Philosophie et Sciences Humaines (Université d'État de Santa Cruz)

Mauricio Pinheiro, master en Histoire et Société (Université d'État Paulista)

Nathalie Le Bouler Pavelic, doctorante en Culture et Société (Université Fédérale de Bahia, en cotutelle avec l'Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain, Laboratoire d'Anthropologie des Institutions et des Organisations Sociales/École des Hautes Études en Sciences Sociales)

Patricia Navarro de Almeida Couto, master en Sciences Sociales avec spécialisation en Anthropologie (Université Fédérale de Bahia), professeure au Département de Sciences Sociales Appliquées (Université d'État de Feira de Santana)

Ricardo Sallum Freire, master en Géographie (Université Fédérale de Bahia)

Sirlândia Santana, docteur en Sciences Sociales (Université d'État du Sud-Ouest de Bahia)

Susana de Matos Viegas, docteur en Anthropologie (Université de Coimbra), professeur à l'Institut de Sciences Sociales (Université de Lisbonne)

Taís Carvalho, master en Culture e Société (Université Fédérale de Bahia)

Teresinha Marcis, docteur en Histoire Sociale (Université Fédérale de Bahia), professeur du Département de Philosophie et Sciences Humaines et coordinatrice du Collégial d'Histoire (Université d'État de Santa Cruz)

Thais Brito, doctorante en Anthropologie Sociale (Université Fédérale de Bahia), Festival Cine Kurumin.

Ulla Macêdo, master en Sciences Sociales avec spécialisation en Anthropologie (Université Fédérale de Bahia), Fondation Osvaldo Cruz.